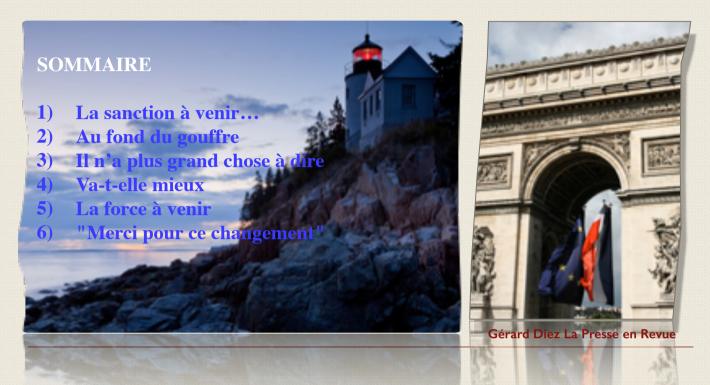


LUNDI 18 AVRIL 2016



I) Présidentielle 2017 : Anne Hidalgo prédit une « sanction terrible» pour la gauche



Anne Hidalgo (PS) a réaffirmé qu'elle souhaitait «honorer» son mandat de maire de Paris jusqu'en 2020... balayant ainsi du revers de la main l'idée d'une éventuelle candidature dans une primaire à gauche pour la présidentielle.

A gauche, nombreux sont ceux qui la voient comme la candidate providentielle pour la présidentielle 2017. Pourtant Anne Hidalgo (PS) a réaffirmé qu'elle souhaitait «honorer» son mandat de maire de Paris jusqu'en 2020... balayant ainsi du revers de la main l'idée d'une éventuelle candidature à une primaire à gauche pour la présidentielle.

«J'ai fait de mon engagement pour Paris l'alpha et l'omega de mon engagement politique», tenait à affirmer la maire de Paris devant la presse, pour mettre un terme aux rumeurs tenaces qui circulent sur son compte. Et d'ajouter «C'est un mandat de 2014 à 2020 pour lequel j'ai été élue et j'honorerai ce mandat sans aller m'égailler ailleurs. Cette ville me passionne, est magnifique et les Parisiens sont exigeants», a-t-elle ajouté.

D'ailleurs, Anne Hidalgo ne cache pas que 2017 sera une échéance difficile pour sa famille politique. «Sauf miracle, il y aura une alternance, souligne sans ambages dans une interview à VSD, celle qui se détermine comme une démocrate européenne convaincue. L'échéance 2017 sera difficile pour ma famille politique parce qu'on ne peut pas dire qu'on ait démontré une grande efficacité dans les réalisations et on a un peu tourné le dos aux engagements».

Le gouvernement s'est montré «conservateur sur les questions de société et ultralibéral sur les questions économiques», assène Anne Hidalgo. «Je ne donne pas de leçon, j'essaie juste de dire que là on se plante, résume t-elle encore. La sanction sera terrible.»

Le sondage paru dans «le Journal du Dimanche» sur les deux ans de son mandat - 52% des Parisiens apprécient son travail- qui marque un fort clivage droite-gauche dans la capitale, ne la surprend pas. Elle s'est félicitée qu'une majorité notable approuve ses actions au moment des attentats, assurant «travailler» sur les sujets dont les Parisiens sont mécontents, comme la propreté précise-t-elle.

Elle tisse des liens sur le plan international

Pour autant la maire de Paris - qui gère près de 9 milliards d'euros de budget annuel et 50 000 agents- a présenté sa candidature au C40, un réseau des 83 villes les plus importantes au monde engagées dans la lutte contre le réchauffements climatique. Une manière pour l'édile de tisser l'air de rien des relations à l'international via les associations de maire, faute

d'avoir des velléités au plan national.

Décrite comme stratège, très intelligente et humaine par ses collaborateurs, Anne Hidalgo se prépare t-elle alors pour 2022? «Je ne sais pas ce que je ferai, on verra. J'adorerais m'occuper d'une grande organisation internationale ou me mettre au service d'une grande ONG» répond-elle sans détours.

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) François Hollande atteint les 14% de satisfaits, son plus bas niveau de popularité depuis son élection



ANWAR AMRO/AFP

La cote de popularité de François Hollande en avril a atteint son niveau le plus bas depuis son élection (- 3 points par rapport à mars, à 14%), selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche, publié le 17 avril.

Manuel Valls, avec 25% de satisfaits (-2), atteint lui aussi son niveau le plus bas depuis avril 2014.

85% des Français sont mécontents de l'action du chef de l'Etat (+3) (1% ne se prononçant pas). Les Français les plus mécontents sont ceux qui exercent des professions intermédiaires (88%) et

ceux âgés de 35 à 49 ans. Les femmes sont un peu plus mécontentes que les hommes (86% contre 84%).

Les Français sympathisants du parti Les Républicains sont les plus insatisfaits (96%), suivis de ceux du Font National (95%). Les sympathisants du parti Socialiste sont les moins sévères (56% d'insatisfaits).

74% des Français sont mécontents de l'action du Premier ministre (+2) (1% ne se prononcent pas), les hommes plus que les femmes (75% contre 71%). Les plus mécontents sont les ouvriers (80%), les Français âgés de 35 à 49 ans.

Les sympathisants du FN sont les plus insatisfaits du chef du gouvernement (90%), suivis de ceux du Front de gauche (81) puis des Républicains (80%).

Mais contrairement à ce qui se passe pour le président, une majorité de sympathisants PS sont satisfaits de M. Valls (54%, - 3 points).

Sondage réalisé du 7 au 16 avril, en ligne et par téléphone, auprès d'un échantillon représentatif de 1.998 personnes de 18 ans et plus, avec la méthode des quotas.

nouvelobs.com

III) Face à la Nuit debout, le pouvoir socialiste n'a pas grand-chose à dire

Par Lénaïg Bredoux et christophe Gueugneau

Certains ministres y ont passé une tête, d'autres y voient une jeunesse qu'il faut au mieux « écouter », mais au fond, François Hollande et son gouvernement n'ont pas grand-chose à lui dire. Entre la Nuit debout et le PS, le fossé a des allures d'abîme.

Et si c'était l'erreur de trop ? Depuis le début du mouvement contre la loi El Khomri sur le travail, François Hollande et son gouvernement craignent que la mobilisation emporte définitivement le quinquennat et achève la rupture entre les

électeurs de 2012 et le président de la République. Le lancement des Nuits debout n'a rien arrangé. Tout à coup, ont émergé sur la scène publique de nouveaux visages, de nouvelles pratiques, une culture politique en construction tellement étrangère à celle de Solférino qu'oser la comparaison prête déjà à sourire.

Plusieurs responsables socialistes ont pourtant fait le déplacement à Paris, place de la République, pour voir ce qui s'y discutait. Les secrétaires d'État Axelle Lemaire (Numérique) et Thierry Mandon (Enseignement supérieur) y ont fait un tour. D'autres responsables de la majorité se sont « déguisés », selon l'expression de l'un d'entre eux, pour passer incognito. Et les propos qu'ils y ont entendus ont beau être extrêmement critiques à l'encontre de la politique menée par le gouvernement, le mot d'ordre est passé dans les rangs : pas de moquerie, pas de critique, montrer son intérêt et son respect. Quitte à faire comme si le mouvement ne visait pas, pour partie, à balayer la vieille politique dont ils sont les représentants.

« C'est une nouvelle forme de mobilisation qui mérite respect et considération, explique-t-on à l'Élysée. Le président préfère toujours que la jeunesse se mobilise, s'exprime, y compris de façon critique, plutôt qu'elle se taise ou vote pour les extrêmes. C'est un mouvement qui nous stimule plus qu'il nous inquiète. » « Dans les échanges qui ont lieu sur la place de la République, il y a quelque chose qui ressemble profondément à la démocratie participative », a lancé la ministre de l'écologie Ségolène Royal, qui en avait fait un axe de campagne en 2007. « C'est le mouvement de la repolitisation », a aussi dit Jean-Christophe Cambadélis, qui prétend être passé place de la République. Mais, dit-il, personne ne l'y a reconnu...

Mais le pouvoir est souvent démuni face aux nouvelles formes de mobilisation qui émergent depuis plusieurs années, et notamment sur Internet. La pétition « Loi travail non merci » qui a recueilli plus d'un million de signatures l'a pris de court. En privé, le président de la République François Hollande s'en est étonné, surpris de découvrir un monde qui lui est spontanément totalement étranger, demandant à son entourage de lui expliquer et de lui montrer les vidéos sur YouTube. « C'est un peu comme avec Jacqueline Sauvage », a-t-il dit à un député venu le rencontrer. À un autre visiteur, il a glissé à propos de Nuit debout : « Mais ce sont quelques milliers de personnes... Le 11 janvier, il y avait 4 millions de personnes dans la rue. » Caroline Fourest, très écoutée par le pouvoir, estime également que « notre mouvement Indignés à nous a été la marche du 11 janvier ».



Jeudi 31 mars, place de la République à Paris © CG

Surtout, sur le fond, le PS et l'exécutif n'ont pas grand-chose à dire aux milliers de personnes qui ont passé quelques heures de Nuit debout, à Paris ou en région. « Il faut les écouter et on ne l'a peut-être pas assez fait, explique Axelle Lemaire, secrétaire d'État au numérique. J'ai le sentiment quand on interroge les personnes qui prennent part à ces événements qu'il y a un désenchantement, une désillusion voire une défiance vis-à-vis des responsables politiques. »

« Il s'agit d'un mouvement polymorphe et donc très difficile à saisir, surtout pour une gauche institutionnelle qui n'aime pas ce qui est plastique, analyse un ministre socialiste. Mais la toile de fond, c'est bien l'atrophie démocratique du pays. Pour y répondre, il faudrait déjà dire que quelque chose cloche dans notre architecture démocratique. Or nous, nous avons abandonné la question démocratique... »

« Nous ne découvrons pas la crise de la représentation démocratique avec Nuit debout, estime un proche de François Hollande. Le débat démocratie directe et démocratie représentative date de la naissance de la démocratie! Là, la question se matérialise dans l'espace public et c'est une bonne chose. Le pire, c'est une critique de la démocratie qui n'est pas démocratique. » Avant d'égrener les quelques réformes institutionnelles menées depuis le début du quinquennat, comme le non-cumul des mandats, la parité aux élections départementales ou la transparence de la vie publique, et de rappeler que le président a choisi de « consulter le peuple sur Notre-Dame-des-Landes ». « Il faut peut-être faire davantage », concède cependant l'Élysée.

« Macron, c'est l'inverse de Nuit debout »

Mais le sujet n'est clairement pas la priorité du gouvernement. Il suffit de lire et d'écouter Manuel Valls pour en avoir la confirmation. Le premier ministre critique souvent la « vieille » politique pour défendre sa vision de ce que doit être la gauche : il penche pour de nouvelles alliances, et en appelle à l'unité nationale sur la lutte contre le terrorisme et contre le chômage. réformes il ne parle guère de institutionnelles pour redonner davantage de pouvoir au peuple. Dans l'entretien publié par Libération mardi 13 avril, le premier ministre n'a d'ailleurs qu'une petite phrase sur Nuit debout : « Il faut aller plus loin et créer du sens pour la jeunesse tout entière. Le mouvement Nuit debout l'exprime à sa manière », explique-t-il. Avant de dérouler son argumentaire sur la « bataille culturelle » dont il fait désormais sa priorité absolue.

Finalement, au sein du gouvernement, le seul frémissement de ces dernières semaines est venu d'Emmanuel Macron. Le ministre de l'économie, en lançant son mouvement En marche!, a pu laisser croire à ceux qui le voulaient bien qu'il y avait là un bout d'innovation, de fraîcheur politique. Sentiment de courte durée, tant le lancement du mouvement du ministre relève une fois des vieilles ficelles de encore communication – en témoignent les unes de Paris-Match et de VSD - et d'une vision ultra personnelle du pouvoir – En Marche reprenant ses initiales. « Macron, c'est l'inverse de Nuit debout, estime un ministre socialiste. C'est le changement par le haut avec une personnalité charismatique en tête d'un mouvement élitaire et qui dit "ralliezmoi". Sans compter qu'il commence par une levée de fonds à Londres! Il est en apesanteur sociologique.»

Le Parti socialiste n'est pas mieux avancé. Le décalage a atteint son paroxysme mercredi 13 avril, avec le lancement de la « Belle alliance populaire », portée par le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, et le peu de forces de gauche qui soutiennent encore la politique du gouvernement. Réunis dans un café à quelques encablures de la place de la République, désormais lieu de rassemblement de la « convergence des luttes », Cambadélis, mais aussi Julien Dray, le secrétaire d'État ex-EELV Jean-Vincent Placé, l'ancienne ministre PRG Sylvia Pinel, les écologistes François de Rugy et Denis Baupin, ainsi que quelques « représentants syndicaux et de la société civile », lançaient un

nouveau machin destiné de façon à peine voilée à porter, en temps voulu, la candidature de François Hollande à un second mandat.

Le contraste est énorme, épouvantable même, avec ce qui se joue depuis deux semaines au sein de Nuit debout. Chaque soir, des centaines de personnes, des anonymes pour la plupart, de tous âges et de tous horizons, échangent, discutent, font, de la politique. Ici, au Paname Café, quelques vieux apparatchiks du PS semblent jouer leur survie en agrégeant un semblant de société civile autour d'eux. Le seul point commun entre ces deux événements, finalement, semble être le choix de ne laisser la parole que deux minutes à chaque personne.



Mercredi 13 avril juste avant la présentation de la Belle Alliance Populaire. De gauche à droite au premier plan : Sylvia Pinel, Jean-Vincent Placé et Jean-Christophe Cambadélis © Christophe Gueugneau

De fait, la Nuit debout n'était pas totalement absente de cette conférence de presse, mais elle était là pour le bon mot, pour la boutade. Comme Jean-Luc Bennahmias, qui conclut son tour de parole par un sémillant « Démocrates debout, radicaux debout, écologistes debout ! ». Ou l'entrepreneur social Jean-Marc Borello, à qui il « arrive de rester un peu debout la nuit, parfois je marche avec d'autres [une référence au mouvement d'Emmanuel Macron – ndlr], et là je suis là ».

Quand, en septembre 2015, Jean-Christophe Cambadélis s'était fendu d'une lettre ouverte à la gauche et aux écologistes, il y indiquait : « Il ne s'agit pas de nous unir entre nous, entre appareils, dans un cartel. Il s'agit de nous unir avec le peuple de gauche, d'aller re-puiser notre légitimité et notre énergie, nos idées aussi, dans le peuple de gauche. Oui, cette alliance d'un nouveau type est une alliance populaire : la belle alliance, parce qu'elle dépasse nos propres

formations. » Le résultat, six mois plus tard, c'est que le peuple de gauche est à deux cents mètres, mais que la « Belle alliance » se lance sans lui.

Alors qu'à Nuit debout, c'est l'élaboration collective qui domine, avec ses votes, ses votes sur les votes, ses délibérations qui peuvent être remises en cause l'instant d'après ou quelques jours plus tard, à la BAP, on découvre au cours de la conférence de presse que le texte de l'appel, signé à ce jour par environ 150 personnes, a été élaboré par le PS avant d'être soumis à signature. Et les signataires eux-mêmes ont été contactés par le parti, comme l'ont déclaré Fatima Bennoukh ou Zakia Morin, du secteur associatif, ou encore Vincent Autin, entrepreneur et premier « marié pour tous » de France. Interrogé à l'issue de la conférence de presse par Mediapart, il confirme avoir été « contacté directement » par Jean-Christophe Cambadélis.

Dans une forme de demi-aveu, le premier secrétaire expliquait jeudi matin dans les colonnes du Parisien qu'il s'agit de « l'opération de la dernière chance : le PS doit se refonder en se confrontant ». Mais en fait de confrontation, c'est un parterre tout acquis au PS, prêt à défendre le bilan de François Hollande à la minute où il sera candidat, qui était réuni là mercredi. Jean-Vincent Placé, tout juste secrétaire d'État, met les pieds dans le plat en concluant son intervention par un « tous derrière Hollande! ». La tonalité des autres intervenants n'est surtout pas à la critique du gouvernement, la tension actuelle autour de la loi El Khomri n'est d'ailleurs même pas évoquée.

« La France est en effervescence », annonce l'appel pour la Belle alliance populaire. Mais cette effervescence, c'est ailleurs qu'elle s'exprime.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) La France va-t-elle mieux, comme l'annonce François Hollande ?

Par Fabien Piliu



"Oui, ça va mieux. Nous sommes aujourd'hui sur un rythme de création nette d'emploi ", a déclaré jeudi soir François Hollande, tablant sur 160.000 emplois nets supplémentaires en 2016. (Crédits : REUTERS/ Stephane de Sakutin/Pool)



Fabien Pilou @fpiliu

Lors de son entretien télévisé sur France 2, François Hollande a assuré que la France allait "mieux". Est-il optimiste ? Y croit-il vraiment ? Le chef de l'Etat est insondable. De toute façon, sa fonction lui impose une posture volontariste.

" Oui, ça va mieux : il y a plus de croissance, moins de déficit, moins d'impôts, plus de compétitivité, plus de marges pour les entreprises, plus de pouvoir d'achat pour les salariés", a-t-il déclaré, précisant toutefois que la France ne va pas forcément bien mais " mieux ". Même sur le front de l'emploi, le chef de l'Etat est optimiste tablant sur 160.000 emplois nets supplémentaires en 2016. Soit 60.000 de plus qu'en 2015. A priori, le taux de chômage de la population active ne repasserait donc pas au-dessus la barre des 10 %, barre au-dessous de laquelle il s'est établi au premier semestre selon l'Insee. Mais au regard du nombre actuel de chômeurs, c'est une bien maigre consolation. En effet, plus de six millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi.

Une reprise poussive

A-t-il raison d'être optimiste ? Que nous enseignent les récents indicateurs macroéconomiques ?

Pour l'instant, le gouvernement vise une croissance de 1,5 % cette année. C'est mieux

qu'en 2015 et qu'au cours des années précédentes. Indéniablement, la reprise est en marche mais elle est poussive. Et elle est fragile. Le Fonds monétaire internationale a annoncé mercredi que le PIB tricolore ne progresserait que de 1,1 % cette année. La Commission européenne table sur une croissance annuelle de 1,3 %. Les économistes de l'OFCE envisagent une hausse de 1,6 % de l'activité cette année. Mais rares sont leurs confrères qui sont sur la même longueur d'ondes.

Peut-on en déduire que l'économie française se porte mieux ? Comme le précise l'Insee, l'indicateur de retournement pour l'ensemble de l'économie est passé en mars dans la zone indiquant une conjoncture incertaine.

Par ailleurs, son modèle de croissance reste bancal. Si la consommation recule, les espoirs de reprise vigoureuse seront douchés. Or, la résilience de la consommation - l'indicateur mesurant la confiance des ménages de l'Insee, reste inférieure à sa moyenne de longue période - puise en grande partie ses origines dans la chute des cours du pétrole. Il ne faudrait pas que ceux-ci remontent. L'investissement, et encore moins le commerce extérieur, n'étant en mesure de prendre le relais.

Un niveau de défaillances toujours très élevé

En effet, l'investissement des ménages reste faible, ce qui explique les déboires de la construction. Quant à celui des entreprises, il s'éveille à peine, après plusieurs années d'atonie, en dépit de la remontée du taux de marge des entreprises. Par ailleurs, en dépit des gains de compétitivité offerts par la chute des cours du pétrole et les allégements de cotisations contenus dans le Pacte de responsabilité, qui s'ajoutent au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), le taux de couverture import/export reste défavorable. La France continue à importer plus qu'elle n'exporte.

L'industrie retrouve en effet des couleurs, mais celles-ci sont encore bien pâles. Certes, la production manufacturière affiche une hausse annuelle de 1,5 % en février, mais cette moyenne masque les profondes difficultés de certains secteurs, ce qui explique que la production industrielle n'a progressé que de 0,6 % sur cette période. C'est particulièrement le cas du secteur de la construction dont la production en février 2016 est inférieure de 16,9 points à celle observée

en moyenne en 2010 et la cokéfaction et le raffinage, impactés par la chute des cours du brut (-16,1 points). C'est également le cas du boispapier-imprimerie (-12,9 points), des équipements électriques (-11,8 points), des industries extractives (-8,1 points) et la métallurgie et produits métalliques (-4,2 points).

Par ailleurs, il faut rappeler que la sinistralité des entreprises reste élevée. En 2015, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 1 % pour s'élever à 63.081 selon le cabinet Deloitte.

La France va mieux ? Si tel est le cas, ce retournement se fait à crédit, sur le dos des générations futures. En effet, comme le précise le gouvernement dans le Pacte de stabilité qu'il présente à Bruxelles, la dette publique de la France devrait continuer à augmenter en 2016 et 2017. En effet, selon les prévisions de Bercy, elle atteindra 96,2 % du PIB en 2016 et 96,5 % en 2017, contre respectivement 96,5 % et 96,9 % selon les précédentes estimations. Il ne faudrait pas que France ne tienne pas sa promesse de réduction du déficit public. Pour l'instant, le ministère des Finances prévoit toujours 3,3 % du PIB en 2016 et 2,7 % en 2017.

Fabien Piliu

latribune.fr

V) « Il faut cesser de dire ce que nous ne voulons pas pour commencer à dire ce que nous voulons »

Entretien avec Frédéric Lordon



Comment Nuit debout pourrait-il éviter les écueils rencontrés par Occupy Wall Street aux États-Unis et le 15-M en Espagne ? En élargissant la base de la contestation, explique l'économiste Frédéric Lordon, et en dépassant le stade de la revendication pour dessiner un nouveau cadre, résumé dans la formule : « Non à la loi et au monde El Khomri. »

Frédéric Lordon est économiste et philosophe. Il est une des figures intellectuelles du mouvement de la Nuit debout. L'entretien a été réalisé par Il Manifesto, le quotidien communiste italien, et reproduit sur Reporterre avec l'accord de Frédéric Lordon.

Quelle est l'origine du mouvement Nuit debout et quelles en sont les racines politiques ?

Frédéric Lordon — Au départ de ce mouvement, il y a le film de François Ruffin Merci patron! Ce film raconte l'histoire d'un salarié licencié de LVMH pour qui Ruffin et son équipe réussissent à soutirer 40.000 euros à Bernard Arnault, l'un des plus grands patrons de France, et à le contraindre à réintégrer le salarié en CDI dans le groupe ! Ce film est tellement réjouissant et donne une telle énergie que nous sommes quelques-uns à nous être dit qu'il ne fallait pas la laisser perdre, qu'il fallait en faire quelque chose. Nous nous sommes dit, surtout, qu'il y avait peut-être là comme un détonateur. La situation générale nous semblait très ambivalente : sombre et désespérante à de nombreux égards, mais en même temps très prometteuse : saturée de colères et en attente de ce qui allait les faire précipiter. Le film pouvait être le catalyseur de ce précipité. Nous avons donc organisé une soirée fin février pour débattre de ce que nous pouvions faire à partir de ce film, et de ce que nous pouvions faire tout court. Il nous est apparu que le jeu institutionnel partidaire étant irrémédiablement sclérosé, il fallait un mouvement d'un autre type, un mouvement d'occupation où les gens se rejoignent sans intermédiaire, comme il y a eu OWS [Occupy Wall Street aux États-Unis et 15-M [le mouvement des indignés] en Espagne. L'idée est partie d'une projection publique du film place de la République, à Paris, et puis d'y agréger toutes sortes de choses. Là-dessus, la loi El Khomri arrive, qui donne un formidable supplément de nécessité et d'élan à notre initiative. Le mot d'ordre est alors devenu : « Après la manifestation, on ne rentre pas chez nous. » Et nous sommes restés.

En Italie, la faible bataille contre le Jobs Act [la réforme du marché du travail réalisée par Renzi, le président du Conseil italien] a été complètement fragmentée : précaires en CDD (ou pire) et travailleurs « autonomes » ont manifesté, assez peu, mais surtout divisés. Pourriez-vous nous expliquer le cœur mais aussi la nécessité d'une « convergence des luttes » ?

Vous faites vous-même la réponse à votre propre question. Tant que les luttes restent locales, sectorielles et dispersées, elles sont certaines d'être défaites ou d'avoir à recommencer éternellement. Tout notre travail consiste en permanence à chercher le dénominateur commun à toutes les luttes pour leur donner la force du nombre. On peut alors très facilement rassembler ainsi les salariés — et de toutes conditions, même les cadres —, les chômeurs, les précaires, mais aussi les étudiants et les lycéens, qui sont les futurs précaires. Mais on peut aussi toucher, par exemple, les agriculteurs qui, s'ils ne sont pas des salariés, n'en ont pas moins à souffrir de la logique générale du capital. Ou bien, pour les mêmes raisons, ceux qui, comme les zadistes de Notre-Dame-des-Landes, s'opposent à des projets d'aménagements locaux absurdes. uniquement par des logiques économiques aveugles. Nous avions surtout à cœur de faire se rejoindre et se parler des fractions de la gauche qui se tiennent ordinairement séparées et se regardent avec une certaine méfiance. En gros, d'une part les militants de centre-ville, jeunes, à niveau relativement élevé de capital scolaire et culturel, assez souvent intellectuels précaires et, d'autre part, les classes ouvrières syndiquées dont traditions de lutte sont extrêmement différentes. Or cette jonction est décisive pour la puissance d'un mouvement social. Et plus décisive encore la jonction avec la jeunesse ségréguée des banlieues, qui a ses colères et ses luttes propres, mais que les deux autres blocs ignorent complètement. Je dis que cette jonction est la plus décisive car le jour où elle sera faite, alors oui, vraiment, le gouvernement tremblera : c'est qu'à ce moment-là, le mouvement sera irrésistible.

Vous dites « nous ne revendiquons rien » car l'objet des toutes récentes revendications n'était que des miettes. Par un renversement, la revendication devient affirmation... mais de quoi exactement ?

Toute notre entreprise vise à changer la logique des luttes. Évidemment, il faut continuer de revendiquer partout où il y a lieu de le faire! Mais il faut avoir conscience que revendiquer est



Frédéric Lordon lors d'un débat public avec David Graeber, à Paris, mardi 12 avril.

une posture défensive, qui accepte implicitement les présupposés du cadre dans lequel on l'enferme, sans possibilité de mettre en question le cadre lui-même. Or il devient urgent de mettre en question le cadre! C'est-à-dire de passer non plus à la revendication mais à l'affirmation du cadre que nous voulons redessiner. Pour le coup, il n'y a personne auprès de qui nous pourrions « revendiquer » un autre cadre. C'est à nous de nous emparer de cette question et de le faire! comment Voici alors nous articulons revendication et affirmation : nous disons « non à la loi et au monde El Khomri ». Nous revendiquons contre la loi mais nous affirmons que nous voulons un autre monde que celui qui réengendre sans cesse des lois comme celle-là. Tant que nous resterons dans le seul registre revendicatif, nous n'en finirons pas de devoir parer les coups les uns après les autres dans ce registre exclusivement défensif où néolibéralisme nous a enfermés depuis trois décennies. Il faut passer à l'offensive, et passer à l'offensive, c'est cesser de dire ce que nous ne voulons pas pour commencer à dire ce que nous voulons.



Sur la place de la République, le 13 avril

Podemos, en Espagne, répète qu'il ne faut plus parler de gauche et de droite, mais plutôt de bas et de haut, de 1 % contre le 99 %. Etes-vous d'accord ?

Je suis en désaccord complet avec cette ligne de Podemos. En France, les dénégations du clivage droite-gauche ont de très mauvais échos. On entend ça soit dans la bouche de ce que j'appelle la droite générale, à savoir la droite classique et cette nouvelle droite qu'est le parti socialiste — la droite générale, si vous voulez, c'est le parti indifférencié de la gestion de la mondialisation néolibérale —, soit à l'extrême-droite.

En France, quelqu'un qui dit qu'il n'est « ni de droite ni de gauche » est immanquablement de droite, ou finira à droite. De même, je ne pense pas que les inégalités monétaires — à partir desquelles Podemos reconvertit le clivage droite/gauche en clivage 1 %-99 % — soit un thème politiquement très tranchant. Le thème des inégalités est d'ailleurs en train de devenir une espèce de consensus mou — on y retrouve jusqu'à l'OCDE et le journal libéral The Economist...

La vraie question n'est pas celle des inégalités de revenus ou de fortune, c'est la question de l'inégalité politique fondamentale qu'instaure le capitalisme même : les salariés vivent sous des rapports de subordination et d'obéissance. Le rapport salarial, avant d'être au principe d'inégalités monétaires, est un rapport de domination, et ceci est le principe d'une inégalité fondamentale qui est une inégalité politique. C'est bien de cela, les gens l'ont parfaitement compris, qu'il est question avec la loi El Khomri : cette loi approfondit comme jamais l'arbitraire souverain des patrons, qui peuvent désormais faire exactement ce qu'ils veulent de la force de travail.



Sur un mur, rue de Buzenval, à Paris, en avril 2016

C'est ça, la vraie question : la question de l'empire du capital sur les individus et sur la société tout entière. Et c'est cela la gauche : le projet de lutter contre la souveraineté du capital. Évacuer l'idée de gauche au moment où la lutte doit se radicaliser et nommer ses vrais objets — le salariat comme rapport de chantage, le capital comme puissance tyrannique - c'est à mon sens passer complètement à côté de ce qui est en train de naître après des décennies de matraquage néolibéral, et au moment où les gens sortent du KO pour commencer à relever la tête. Et c'est par là, j'en ai peur, commettre une erreur stratégique considérable.

Même si on pense à une « mobilisation permanente », pour renverser le rapport entre capital et salariat, il faut un pouvoir sur les ressources et une énorme participation à un projet de gouvernement. La mobilisation Nuit debout doit-elle aspirer à être constituante?

C'est ce que je crois fondamentalement. Le débouché constituant s'impose à mes yeux pour deux raisons. La première est qu'il offre une solution à ce que j'appellerai la contradiction OWS/Podemos. OWS a été un très beau mouvement... mais complètement improductif. Faute de se donner des objectifs politiques et une structuration, ce mouvement s'est lui-même condamné à la dissolution et à l'inanité. À l'exact opposé, Podemos représente le débouché politique de 15-M, mais sous une forme ultra classique, au prix d'ailleurs de la trahison de ses origines : un parti classique, avec un leader classique, qui joue le jeu classique des institutions électorales... et se retrouve dans la tambouille des coalitions parlementaires comme le plus classique des partis classiques...

Comment sortir de l'antinomie entre l'improductivité et le retour à l'écurie parlementaire ? La seule réponse à mes yeux est : en se structurant non pour retourner dans les institutions mais pour refaire les institutions. Refaire les institutions, ça veut dire réécrire une Constitution. Et voici alors la deuxième raison pour laquelle la sortie par la Constitution a du sens : le combat contre le capital. Pour en finir avec le salariat comme rapport de chantage, il faut en finir avec la propriété lucrative des moyens de production, or cette propriété est sanctuarisée dans les textes constitutionnels. Pour en finir avec l'empire du capital, qui est un empire constitutionnalisé, il faut refaire une Constitution. Une Constitutions qui abolisse la propriété privée des moyens de production et institue la propriété d'usage : les moyens de production appartiennent à ceux qui s'en servent et qui s'en serviront pour autre chose que la valorisation d'un capital.

- Propos recueillis par Marta Fana pour Il Manifesto



VI) Le renoncement de François Hollande

Marie-Noëlle Lienemann est sénatrice PS de Paris et ancienne ministre.

Dans son nouveau livre, "Merci pour ce changement!" paru aux éditions L'archipel, la sénatrice PS, Marie-Noëlle Lienemann interpelle François Hollande. Le président doit s'engager en faveur d'une réorientation de l'Union européenne. Extraits.



La question européenne est un enjeu important de la campagne présidentielle rappelle la sénatrice PS, Marie-Noëlle Lienemann - LILIAN AUFRET/SIPA

La crise démocratique est structurelle. [...] Les Français sont de plus en plus en désaccord avec les politiques européennes agressives qu'on leur impose. Lors de l'élection présidentielle de 2012, le candidat François Hollande ne peut ignorer ces attentes, il doit s'engager en faveur d'une réorientation de l'Union européenne. Mais laquelle ? Agir à la marge ou entrer dans une nouvelle phase sur des bases différentes ? Durant la campagne européenne, j'ai scruté à la loupe ses déclarations. Je connais son sens de l'ambiguïté, avec des discours où les mots clés sont là, les formules attendues, prononcées, mais assorties

d'imprécisions ou d'addenda qui en atténuent le fond, laissant la porte ouverte à toutes les interprétations ultérieures. C'est pourquoi en pleine campagne présidentielle, alors que je trouve son engagement de renégociation de plus en plus incertain, je lui fais parvenir en main propre une lettre privée, jamais dévoilée jusqu'alors.

"Cher François,

Je me permets de t'envoyer ce message personnel parce que je crois que la question européenne est un enjeu important de la campagne présidentielle. Le cours actuel de la construction européenne fait l'objet de vifs débats à gauche. Sur ce sujet, tu le sais, nous avons parfois eu de vrais désaccords, de méthode comme de fond. Mais il ne s'agit pas pour moi d'entretenir à l'envi ces divergences. Si je crois utile de te saisir de cette question, c'est que je constate qu'une partie de nos électeurs, comme un nombre significatif de nos concitoyens tentés par l'abstention, expriment aujourd'hui des doutes profonds sur notre détermination à réorienter effectivement le cours de l'Union européenne. Je crois très positif et justifié que tu te sois fermement engagé à renégocier le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire.

[...] Néanmoins, des incertitudes subsistent sur le contenu de cette renégociation. Je conviens aisément qu'il est difficile d'en fixer très précisément les contours. Mais tes déclarations récentes laissent à penser que l'essentiel serait d'obtenir un volet complémentaire soutenant une stratégie de croissance, incluant éventuellement une modification des objectifs de la BCE. Du coup, les modifications de l'actuel traité, concernant notamment l'instauration d'une « règle d'or » budgétaire et l'adoption du principe des « sanctions automatiques », semblent écartées ou pour le moins placées au second rang.

[...] Aussi, il me semble que la seule façon de regagner la confiance de celles et ceux qui redoutent que la logique dominante du traité ne soit pas infléchie est d'annoncer que la ratification du nouveau traité se fera par voie référendaire. Je crois qu'il s'agit là d'un engagement essentiel et j'estime qu'il serait judicieux que tu le prennes devant les Français avant le premier tour de l'élection présidentielle. [...] Je sais que ton temps est compté et que cette campagne est harassante, aussi j'ai pensé plus simple de te faire parvenir cette lettre, à titre strictement personnel et sans intermédiaires.

Avec ma fidèle amitié, Marie-Noëlle Lienemann »

Aucune réponse

Je n'ai reçu aucune réponse directe. Mais il a sans doute entendu l'alerte. Dans « L'agenda du changement », document très diffusé fixant ses engagements pour la première année, il écrit : « Transmission à nos partenaires européens d'un mémorandum détaillé proposant un pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance pour modifier et compléter le traité de stabilité et réorienter la construction européenne vers la croissance - dès fin mai, en vue du Conseil européen des 28 et 29 juin. » J'avais alors noté avec satisfaction les deux termes : « modifier » et « compléter ». Cependant, le traité que le président soumettra à la ratification du Parlement français sera strictement le même que celui qu'avait accepté Nicolas Sarkozy... Le sommet de juin 2012 s'avérera déplorable.

[...] Ce renoncement, ce manque de courage, ce mépris des engagements sonnera pour moi grand déclencheur d'un échec comme le prévisible. A peine deux mois après son entrée en fonction, le chef de l'Etat a déjà entamé considérablement sa crédibilité. Lorsque, pendant toute la campagne, la droite répétait que la renégociation était impossible, François Hollande répondait que son élection modifierait la donne. Encore eût-il fallu qu'il montrât la détermination volonté nécessaires, que et la face l'intransigeance de la chancelière il ne se plaçât pas dans la posture du mauvais élève de l'Europe libérale, pantois, quémandant la compréhension de ses alliés.

[...] Pourquoi se laisser culpabiliser alors même qu'en 2012 notre croissance était supérieure à la moyenne européenne et que les politiques d'austérité faisaient partout des dégâts sans résoudre réellement les problèmes de fond des

économies européennes, singulièrement celles du Sud ? Comment un pays républicain comme le nôtre peut-il accepter que le poids politique d'une nation soit mesuré au trébuchet de ce genre de critère ?







Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année!

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête! Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBllog www.overblog.com

A Suivre... La Presse en Revue